



**Rapport de la délégation parlementaire canadienne
concernant sa participation à la visite bilatérale à
Providenciales et Grand Turk, Îles Turques-et-Caïques,
et à Georgetown, Guyana**

**Section canadienne de l'Association parlementaire du
Commonwealth (APC)**

**Providenciales et Grand Turk, Îles Turques-et-Caïques,
et Georgetown, Guyana
du 7 au 14 février 2016**

Rapport

Une délégation de la Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC) a effectué une visite aux îles Turques-et-Caïques et au Guyana, du 7 au 14 février 2016. La délégation était composée des personnes suivantes :

- Mme Alexandra Mendes, députée, chef de la délégation;
- L'honorable Elizabeth Hubley, sénatrice;
- Todd Doherty, député

Mme Elizabeth Kingston, secrétaire de la Section canadienne, accompagnait la délégation.

Les objectifs de la visite dans les Caraïbes reposent sur l'Initiative de jumelage Canada-Caraïbes, un projet lancé par la Section canadienne de l'APC ayant reçu l'aval de l'ensemble des provinces et des territoires du Canada en juillet 2012. Le projet vise à offrir aux assemblées législatives de la région canadienne de l'Association un cadre pour établir des relations avec les assemblées législatives des pays des Caraïbes membres du Commonwealth semblables à celles existant entre les régions australienne et pacifique de l'Association. Le projet aurait pour but d'accroître la coopération entre les Parlements, y compris l'échange d'idées et de pratiques exemplaires.

A. Visite aux îles Turques-et-Caïques

Les îles Turques-et-Caïques sont un territoire d'outre-mer du Royaume-Uni; la reine y est représentée par le gouverneur (actuellement Peter Beckingham). Le gouvernement britannique est responsable de la défense, des affaires étrangères, de la sécurité interne et des services financiers extraterritoriaux. En 2009, le Royaume-Uni a suspendu l'autonomie des îles en raison de la corruption politique qui régnait durant le mandat de deux premiers ministres consécutifs, entraînant ainsi l'administration directe par le gouverneur.

Parallèlement à l'établissement d'une nouvelle constitution et d'une série de réformes sur le plan de la gouvernance et des finances, des élections ont eu lieu en novembre 2012 mettant en jeu 10 sièges de circonscription et 5 sièges nationaux. Le Progressive National Party (PNP), sous la direction de Rufus Ewing, a remporté huit sièges. Sa campagne reposait sur une plateforme pro-indépendantiste; il a depuis confirmé son souhait de voir le territoire se séparer de la Grande-Bretagne.

Le Royaume-Uni a continué de participer à l'administration locale des îles Turques-et-Caïques dans une volonté de protéger le prêt de sauvetage de 170 millions de dollars (\$ US) qu'il leur a consenti en février 2011. Au moment de la visite, on s'attendait à ce que le prêt soit intégralement remboursé d'ici au 22 février 2016. Le Royaume-Uni s'est appliqué à s'abstenir, dans la mesure du possible, de s'ingérer dans les affaires du gouvernement des îles Turques-et-Caïques, et ce dernier a accompli des pas de géant

en vue du renforcement de son économie sans pour autant nuire au dynamisme de sa démocratie.

Le début des relations entre le Canada et les îles Turques-et-Caïques remonte à 1982, grâce à des liens déjà forts avec le Royaume-Uni. Depuis, la présence de Canadiens a remarquablement augmenté et comprend des professionnels, des retraités et des touristes. Ses principaux moteurs économiques sont le tourisme et les services financiers extraterritoriaux.

Rencontre avec Son Excellence le gouverneur Peter Beckingham

À titre de représentant de la reine, le gouverneur sanctionne les lois. Le Secrétaire d'État peut toutefois rejeter la sanction. La Constitution réserve au gouverneur la responsabilité de la défense, des affaires étrangères, de la réglementation des services financiers extraterritoriaux et de la sécurité interne, ce qui comprend les forces policières et les nominations publiques. Également sous réserve de l'approbation du Secrétaire d'État, le gouverneur peut adopter des mesures législatives sans l'aval du Cabinet ou de la Chambre d'assemblée afin d'assurer la conformité aux obligations internationales, d'obtenir des fonds destinés au fonctionnement de la Chambre d'assemblée ou de mettre en œuvre les recommandations de la Commission de la délimitation des circonscriptions électorales.

Les membres de la délégation ont informé le gouverneur du but de leur visite, à savoir l'officialisation de l'entente de jumelage entre les îles Turques-et-Caïques et l'Île-du-Prince-Édouard. Province la plus petite du Canada, en taille et en population, l'Île-du-Prince-Édouard a grandement contribué à l'essor culturel, économique et politique du Canada, et ce, de diverses façons. Elle est l'un des grands producteurs de produits de la terre et de la pêche et peut compter sur une forte économie touristique; ce sont là des secteurs où les deux territoires pourraient collaborer. Il a été suggéré que les deux assemblées législatives cernent les projets susceptibles de leur être mutuellement avantageux, notamment la possibilité de lancer la publication d'un hansard à l'Assemblée législative des îles Turques-et-Caïques.

Rencontre avec le premier ministre, l'honorable Rufus Ewing

Le premier ministre avait rencontré les membres de la Section canadienne de l'APC à Ottawa, à l'occasion d'une visite en mai 2015 au cours de laquelle avait été évoquée l'éventualité d'un jumelage des îles Turques-et-Caïques avec une province ou un territoire du Canada. À l'époque, le premier ministre avait exprimé son intérêt, et la visite d'une délégation canadienne aux îles Turques-et-Caïques était l'occasion idéale de renforcer l'intérêt des deux parties à poursuivre les pourparlers. Plus particulièrement, il a été question des champs possibles de collaboration entre l'Île-du-Prince-Édouard et les îles Turques-et-Caïques; il ne s'agit pas uniquement de champs relevant de la coopération parlementaire, mais aussi du tourisme, des initiatives culinaires, de l'agriculture, de la pêche, de l'énergie et des échanges culturels et scolaires.

Il a été mentionné que le Canada avait suivi le modèle australien de jumelage d'assemblées législatives visant à solidifier les échanges et la collaboration dans le cadre d'initiatives parlementaires mixtes.

Il a été question des similitudes des deux systèmes, qui reposent sur le modèle de Westminster, et du fait qu'il y aurait beaucoup à gagner en collaborant à l'échange de pratiques exemplaires sur la procédure parlementaire ainsi qu'à la formation des parlementaires et du personnel à temps plein. Il a été suggéré de rédiger un Protocole d'entente préliminaire en vue de faire progresser le projet de jumelage. Les deux législatures pourraient le signer lorsqu'elles l'auront adopté.

Rencontre avec la chef de l'opposition, l'honorable Sharlene Robison

La chef de l'opposition a accueilli avec enthousiasme le projet de jumelage entre les îles Turques-et-Caïques et l'Île-du-Prince-Édouard. À ses yeux, cet échange favoriserait non seulement les débouchés législatifs, mais aussi les débouchés sur le plan de la pêche, de l'agriculture, de l'éducation, des initiatives culinaires et du tourisme. Il a été dit que les deux territoires ont beaucoup de points communs et qu'il serait important de jumeler leurs besoins et leurs possibilités.

Elle a indiqué que les îles Turques-et-Caïques, qui importent toutes leurs denrées alimentaires, ont beaucoup à apprendre de la fertile Île-du-Prince-Édouard, en particulier sur le plan de l'agriculture. L'élevage de poisson serait également un aspect important à considérer dans le cadre d'un projet de jumelage.

Rencontre avec les membres de l'équipe du projet de jumelage

Les membres de la délégation ont appris que des Canadiens ont investi dans les îles Turques-et-Caïques dans les secteurs des centres de villégiature, de la santé, des installations aéroportuaires et des services électriques. Plusieurs firmes de services financiers sont également détenues et exploitées par des Canadiens. Depuis la visite du premier ministre Robert Borden aux îles Turques-et-Caïques, en 1917, le Canada exprime son intérêt dans l'établissement d'un partenariat économique ou politique avec ces dernières. En tant que membre associé de la CARICOM, l'île tire parti du Programme régional des Caraïbes du Canada, qui est axé sur la gestion des catastrophes, la réforme fiscale et l'éducation à distance. Il a été suggéré que le Canada aide les îles Turques-et-Caïques et la région des Caraïbes dans son ensemble à développer leur autonomie agricole afin de subvenir à leurs besoins en matière d'agriculture et de sécurité alimentaire, l'idée étant que Cuba deviendrait le principal producteur agricole de la grande région des Caraïbes.

Rencontre avec les députés de la Chambre d'assemblée

Les membres de la délégation ont eu l'occasion de se réunir dans la salle de la Chambre d'assemblée avec les députés, qui sont également tous membres de leur Section de l'Association parlementaire du Commonwealth. Au cours de la rencontre, la

chef de la délégation, Mme Alexandra Mendes, a eu l'occasion unique de s'adresser à l'ensemble des députés pendant que la Chambre siégeait.

Mme Mendes a souligné la force et la valeur du Commonwealth pour l'établissement des amitiés et des alliances qui nous permettront de confronter ensemble tous les défis, qu'ils soient politiques, économiques ou de quelque autre genre que ce soit.

Selon elle, afin de mobiliser le Commonwealth pour qu'il surmonte les défis mondiaux, il faut d'abord s'assurer de favoriser les liens institutionnels et personnels qui permettent aux parlementaires des deux assemblées d'apprendre les uns des autres, de s'appuyer mutuellement et de s'entraider face à l'adversité.

L'APC nous offre cette occasion unique de tirer parti des partenariats existants et de solidifier la diplomatie et la collaboration parlementaires dans nos institutions. À cet égard, le Canada est l'un des membres fondateurs de l'APC, et il est fier des possibilités qu'elle offre pour établir, élargir et revitaliser des alliances avec ses partenaires du Commonwealth, notamment les îles Turques-et-Caïques. De telles initiatives parlementaires sont une prolongation naturelle des rapports commerciaux et financiers solides que le Canada entretient avec les pays des Caraïbes depuis de nombreuses décennies et, dans certains cas, de nombreux siècles.

Le contraste entre le Canada et ses partenaires des Caraïbes membres du Commonwealth semble très marqué. Les différences géographiques, culturelles et climatiques – ces dernières étant particulièrement palpables durant la longue saison hivernale canadienne – sont frappantes. Et pourtant, grâce aux efforts d'officialisation des relations « de parlement à parlement », qui ont ouvert la voie à l'échange des ressources et des connaissances et à la promotion d'expériences éducatives, de telles entreprises témoignent de nombreuses similitudes.

Un partenariat de jumelage comme nous le proposons permettrait également de tirer parti des liens parlementaires qui existent déjà entre le Canada et les îles Turques-et-Caïques. En se rencontrant en personne, les parlementaires du Canada et des îles Turques-et-Caïques prennent conscience de la similitude des défis qu'ils doivent affronter et se rendent compte qu'en collaborant davantage, ils sont peut-être mieux placés pour trouver des solutions communes. Il a été suggéré que la publication d'un hansard serait des plus avantageuses pour le Parlement des îles Turques-et-Caïques; ce projet pourrait être étudié lorsque les deux parties auront ratifié l'accord.

Visite d'InterHealth Canada

Au cours de leur visite, les membres de la délégation ont pu visiter les installations d'InterHealth. À l'issue d'un concours international entre plusieurs fournisseurs de soins de santé d'Europe et d'Amérique du Nord, la société InterHealth Canada, de Toronto, a obtenu un contrat de 25 ans pour construire et exploiter dans les îles Turques-et-Caïques deux hôpitaux qui offrent une gamme complète de services. Les installations, qui sont situées à Providenciales et à Grand Turk respectivement, offrent des services de santé primaires et secondaires, des services de diagnostic, des services d'urgence, des services de physiothérapie et de réadaptation, des services de dentisterie ainsi que des services de laboratoire. Les deux emplacements servent la population locale des

îles Turques-et-Caïques ainsi que les visiteurs et seraient en mesure de doubler leur superficie.

B. Visite à la République coopérative du Guyana

La visite bilatérale au Guyana avait pour objectif de sonder la volonté de l'Assemblée nationale du Guyana de conclure un accord de partenariat parlementaire avec l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique. Les membres de la délégation avaient apporté une lettre de la présidente de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique, l'honorable Linda Reid, dans laquelle cette dernière exprime le souhait du Parlement d'obtenir l'aval du président de l'Assemblée nationale du Guyana, l'honorable Barton Scotland, pour commencer à étudier la possibilité d'officialiser un tel accord et pour amorcer des pourparlers en ce sens.

Le Guyana est régi par trois branches distinctes, mais complémentaires, de gouvernement : le législatif, l'exécutif et le judiciaire. L'Assemblée, monocamérale, se compose de 65 sièges. Au total, 25 députés représentant 10 circonscriptions géographiques sont élus au scrutin proportionnel et 40 autres sont sélectionnés selon un système de représentation proportionnelle à partir de listes nationales de partis dressées par les partis politiques. La sélection dépend du nombre de votes bloqués obtenus. Tous les députés ont un mandat de 5 ans.

La sélection repose sur le système de Hare, selon lequel le quota pour une représentation géographique donnée est obtenu en divisant le nombre de sièges attribué à cette circonscription. Les sièges relevant des listes nationales de compensation sont établis en divisant le nombre total de voix exprimées dans le pays par le nombre total de sièges à l'Assemblée nationale. Les sièges sont d'abord attribués aux candidats ayant obtenu suffisamment de voix pour remplir le quota, après quoi on applique la formule du nombre restant le plus élevé au reste des sièges, au niveau des circonscriptions et au niveau national. En outre, 33 % des sièges de l'Assemblée nationale (sièges spéciaux), sont réservés aux femmes aux fins de la représentation des sexes. De plus, la loi électorale prévoit que le tiers, au minimum, de la liste de compensation de chacun des partis doit être réservé aux femmes.

À l'heure actuelle, le Parlement se compose ainsi : la coalition formée par le Partnership for National Unity (APNU) et l'Alliance for Change (AFC) occupe 33 sièges, et le People's Progressive Party Civic (PPP) détient 32 sièges.

Les dernières élections du Guyana ont eu lieu le 16 mai 2015. Par une marge de moins de 1 %, la coalition formée par l'APNU et de l'AFC ont chassé du pouvoir le PPP, le parti indo-guyanais traditionnel, pour la première fois depuis 1992. Cette mince victoire se traduit par une différence d'un siège dans l'assemblée. La faible marge, de même que les tensions ethniques découlant des appartenances politiques (les deux sont intimement liées) conservent toute leur pertinence dans la continuité du processus politique.

Rencontre avec le président de la République coopérative du Guyana

Le 16 mai 2015, Son Excellence David Grainger a été assermenté en tant que 8e président. Durant la rencontre, il a fait observer l'esprit de collaboration solide qui anime le Canada et le Guyana, précisant que le Canada est la première source en importance d'investissement direct étranger ainsi que le plus grand investisseur dans l'industrie extractive, avec la présence de plus de 12 entreprises canadiennes dans les secteurs de l'or, du pétrole et du gaz, du manganèse, de l'uranium et d'autres métaux précieux. Les membres de la délégation ont eu l'occasion de visiter les mines aurifères Aurora dans le cadre du programme. À cet égard, le président a déclaré que les entreprises canadiennes avaient grandement contribué à la collaboration avec les collectivités locales pour soutenir et mettre au point des activités d'extraction durables et respectueuses de l'environnement dans le cadre d'une éthique solide de la responsabilité sociale des entreprises.

Le président a fait observer que, pour la première fois dans l'histoire du Guyana, un parti multiethnique (de coalition) avait remporté les élections présidentielles et régionales en mai 2015, délogeant ainsi le People's Progressive Party (PPP) après 23 ans au pouvoir. La communauté internationale, dont le Canada, les États-Unis et le Royaume-Uni, ainsi que des observateurs étrangers ont assisté aux élections à titre d'observateurs pour s'assurer que les élections étaient libres et équitables.

Les membres de la délégation ont fait part de leur intention, en se rendant au Guyana, de former un partenariat parlementaire entre les assemblées législatives du Guyana et de la Colombie-Britannique. Cette initiative a été bien reçue par le président, qui a nommé certains champs de collaboration possible dont la formation des parlementaires, la tenue de séances d'orientation à l'intention des nouveaux députés ainsi que la formation du personnel parlementaire. Il a également fait observer que la Bibliothèque parlementaire a besoin de libraires et de chercheurs à temps plein pour soutenir les travaux de l'Assemblée législative et de ses comités. Il a ajouté que, à ce stade, les députés de l'Assemblée nationale travaillent à temps partiel et qu'ils viennent souvent de loin pour se présenter à la Chambre. Les députés n'ont d'autre budget que celui destiné à leurs déplacements et à leurs indemnités quotidiennes.

Les membres de la délégation ont informé le président de l'invitation du Parlement du Canada de convier un employé parlementaire à se rendre à Ottawa pour participer au Programme d'études des hauts fonctionnaires parlementaires (PEHFP) ainsi que deux parlementaires qui, pour leur part, participeront au 13e colloque canadien du Commonwealth.

Rencontre avec le président de l'Assemblée nationale, l'honorable Barton Scotland

Par la suite, les membres de la délégation ont rencontré le président de l'Assemblée nationale, l'honorable Barton Scotland, à qui ils ont transmis les salutations de l'honorable Linda Reid, présidente de l'Assemblée législative de la Colombie-Britannique. Cette dernière s'était dite désireuse de former un partenariat parlementaire avec l'Assemblée nationale du Guyana, et le président s'est montré favorable à cette proposition. Par ailleurs, ce dernier était ravi de l'invitation du Parlement du Canada d'accueillir un agent parlementaire dans le cadre du PEHFP et deux parlementaires

dans le cadre de colloques du Commonwealth. Les membres de la délégation ont exprimé leur désir d'observer le débat sur le budget qui allait se tenir durant l'après-midi dans la Chambre législative.

Rencontre avec les membres des Affaires autochtones

Les membres de la délégation ont eu l'occasion de rencontrer l'honorable Sydney Allicock, ministre des Affaires autochtones, et l'honorable Valerie Garrido-Lowe, ministre au sein du ministère des Affaires autochtones. Au Guyana, les populations autochtones représentent officiellement 11 % de la population. Leur nombre est toutefois beaucoup plus élevé, car bien des Autochtones n'ont pas leurs papiers. Les régions isolées du Guyana et les tâches énormes qui attendent ce dernier sur le plan de la protection de l'environnement et des changements climatiques constituent un grand défi pour le Guyana et sa stratégie quant aux peuples autochtones. Une grande partie de sa stratégie s'articulerait autour d'un engagement solide quant au cadre de responsabilité sociale des entreprises de l'industrie minière au Guyana. À cet égard, le savoir-faire canadien pourrait être très utile pour donner une meilleure qualité de vie aux peuples autochtones du pays. Il a été dit que l'initiative de jumelage entre les assemblées législatives de la Colombie-Britannique et du Guyana pourrait notamment reposer sur un principe d'échange de pratiques exemplaires relativement au besoin d'égalité et de responsabilisation de leurs communautés des Premières Nations respectives. La Colombie-Britannique pourrait lui faire connaître ses nombreuses réussites à cet égard.

Rencontre avec le ministre des Collectivités

Les membres de la délégation ont eu l'occasion de rencontrer l'honorable Ronald Bulkan, ministre des Collectivités, dont les responsabilités comprennent la tenue des élections du gouvernement local le 18 mars 2016 après une absence de plus de 2 ans. Il convient de noter que M. Bulkan a participé au colloque parlementaire canadien du Commonwealth pendant qu'il siégeait dans l'opposition, en juin 2013.

Les membres de la délégation ont dit soutenir la tenue de ces élections, qu'ils jugent être un élément important de la démocratie du Guyana. Les dernières élections au pays remontent à 1994, et les institutions et la pratique de la gouvernance locale ont beaucoup diminué. Le ministre lui-même a indiqué que l'élection des 71 conseils contribuerait grandement au renforcement de la structure de gouvernance à l'échelon local ce qui, en retour, raffermirait la cohésion sociale non seulement à l'échelle locale, mais aussi à l'échelle nationale. Il a été dit que ces élections sont l'événement le plus important à se tenir au Guyana depuis que le pays a obtenu son indépendance il y a 50 ans, car il permettra aux conseillers élus d'œuvrer dans un environnement respectueux de leur autonomie et de leur autorité, un environnement qui contraste fortement avec la politique centralisatrice du régime précédent. Il a fait écho à la vision du président, favorable à une formule plus fédérée, qui consisterait à renforcer le rôle de chacune des 10 régions par un engagement envers la décentralisation et l'autonomisation à l'échelon local. Le ministre a déclaré que le Guyana avait beaucoup à apprendre du Canada sur

le plan des structures de gouvernance municipale, provinciale et fédérale et que l'initiative de jumelage serait une bonne occasion d'aider le Guyana à renforcer sa gouvernance, tant à l'échelle régionale que nationale.

Rencontre avec le chef de l'opposition

Les membres de la délégation ont rencontré le chef de l'opposition, l'honorable Bharrat Jagdeo, qui a dirigé le pays pendant 12 ans jusqu'à sa récente défaite. C'est la première fois que le People's Progressive Party – Civic (PPP) occupe l'opposition en 23 ans.

Les résultats des élections ont donné au parti de coalition A Partnership for National Unity – Alliance for Change (APNU – AFC) une majorité d'un siège. Le PPP n'a pas occupé ses sièges pendant deux mois après la convocation de la 11e législature suivant les élections de mai 2015. Il a perdu par seulement 1 % des voix.

Le chef de l'opposition a indiqué que, au départ, son parti avait refusé d'accepter les résultats et qu'il fait maintenant pression pour l'adoption du vote électronique. Selon lui, cette méthode aurait pour effet de sortir les présidents de séance, plus partisans, du processus électoral et, ainsi, rendre l'administration des élections plus transparente.

En outre, il a indiqué que le Guyana a l'un des niveaux de déforestation les plus faibles du monde (0,06 %). Certains pays, comme la Norvège, ont acheté des crédits de carbone en raison de la richesse des forêts du Guyana.

Rencontre avec le ministre des Ressources naturelles

L'honorable Raphael Trotman, aujourd'hui ministre des Ressources naturelles, a assuré la présidence de l'Assemblée nationale de 2011 à mai 2015. Le Canada est la plus importante source d'investissement direct étranger et le plus grand investisseur de l'industrie extractive. À l'heure actuelle, 12 entreprises d'exploration œuvrent dans les secteurs de l'or, du pétrole et du gaz. Aurora Gold Fields a lancé ses activités en décembre 2013. Le ministre s'est dit désireux d'obtenir le soutien du gouvernement du Canada pour gérer les ressources dans les secteurs aurifère, diamantaire et de la production du bois d'œuvre.

L'exploration pétrolière s'est intensifiée compte tenu de la découverte importante d'American Exxon Mobil. Le Guyana doit maintenant parvenir à exploiter efficacement ces richesses tout en préservant l'intégrité de l'environnement et en permettant au gouvernement de recevoir des redevances équilibrées. Il a fait valoir la nécessité de créer un organisme de réglementation des réserves de pétrole et de gaz.

Il a été dit que les entreprises canadiennes qui œuvrent au Guyana travaillent avec les entreprises locales pour aider les entreprises du secteur extractif à être socialement responsables et à développer des activités durables pour, ainsi, établir un engagement ferme envers la responsabilité sociale des entreprises.

Rencontre avec la vice-secrétaire générale du Secrétariat de la CARICOM

Les membres de la délégation ont informé le Secrétariat de la CARICOM de l'initiative de jumelage entre les provinces et territoires du Canada et les pays des Caraïbes membres du Commonwealth, et plus particulièrement de l'initiative visant la Colombie-Britannique et le Guyana. Ils ont également parlé de la mission réussie dans les îles Turques-et-Caïques, où l'initiative de jumelage entre les assemblées législatives des îles Turques-et-Caïques et de l'Île-du-Prince-Édouard a été bien reçue. Il a été question des similitudes entre les îles, en tant qu'entités politiques, dans le contexte du cours sur les études insulaires de l'Université de l'Île-du-Prince-Édouard. En outre, les représentants de la CARICOM étaient très enthousiasmés par le projet de jumelage. À leur avis, il devrait inclure tous les pays des Caraïbes et pas uniquement ceux qui font partie du Commonwealth.

Rencontre avec des représentants de la Commission électorale

Les membres de la délégation ont rencontré le président de la Commission électorale de Guyana, M. Steve Surujbally. Ils ont pris note des rapports solides qui unissent la Commission et le Canada, qui a prêté son concours pour veiller à ce que les élections se déroulent de manière libre, juste et crédible. Plus particulièrement, il a été question de l'élection générale de 2015 et des prochaines élections qui devraient avoir lieu le 18 mars 2016. Ces élections locales se tiendront dans 71 zones de gouvernement qui englobent 6 municipalités ou villes et 65 conseils démocratiques de voisinage. Les deux principaux objectifs de ces gouvernements locaux bientôt élus consistent à faciliter le processus démocratique de prise de décisions à l'échelle locale tout en favorisant l'autonomisation de ces communautés sur le plan social, économique, environnemental et culturel.

Rencontre avec des représentants du Secrétariat de la CARICOM

La rencontre avec la vice-secrétaire générale de la CARICOM, Mme Manorma Soeknandan, a permis aux membres de la délégation d'expliquer le but de leur visite aux îles Turques-et-Caïques et au Guyana, à savoir, d'une part, informer ces pays des Caraïbes membres du Commonwealth de l'initiative canadienne de jumelage de provinces et de territoires avec leurs homologues des Caraïbes et, d'autre part, obtenir l'accord de ces assemblées législatives quant à une participation au programme. Mme Mendes était ravie d'indiquer que toutes les assemblées législatives visitées avaient toutes donné leur accord. De plus, elle a indiqué qu'il était probable que deux accords de jumelage découleraient de la visite de la délégation, à savoir le jumelage des assemblées législatives des îles Turques-et-Caïques et de l'Île-du-Prince-Édouard et celui des assemblées législatives de la Colombie-Britannique et du Guyana.

Mme Soeknandan a indiqué que de tels programmes sont cruciaux pour les pays des Caraïbes membres du Commonwealth, et qu'il importe de renforcer ce lien. Il a été suggéré que, compte tenu des mérites d'une telle initiative, la CARICOM aimerait qu'elle s'étende à l'ensemble des pays des Caraïbes membres du Commonwealth,

faisant remarquer au passage que le Québec pourrait grandement aider Haïti sur le plan du développement démocratique et de la gouvernance.

Visite des mines aurifères Aurora

Présentes au Guyana depuis 1996, les mines aurifères Aurora ont produit de l'or pour la première fois en août 2015. Le plan minier des mines aurifères Aurora vise la production de 2,86 millions d'onces d'or, soit une moyenne de 188 000 onces par année (durée de vie initiale de la mine de 16 ans). La mine est exploitée de façon responsable sur le plan social et de l'environnement et observe des pratiques exemplaires de santé, de sécurité, de gestion de l'environnement et de communauté proactives et durables.

En guise de conclusion, les membres de la délégation tiennent particulièrement à remercier les personnes au Haut-Commissariat dont la contribution a mené au franc succès de cette visite, et plus précisément le haut-commissaire Pierre Giroux, le haut-commissaire au Guyana et au Suriname ainsi que le personnel du Commissariat au Haut-commissariat du Canada au Guyana. Ils tiennent également à remercier les représentants d'AMC et de la Bibliothèque du Parlement qui ont participé à la préparation des documents d'information nécessaires.

Le tout respectueusement soumis,

Mme Yasmin Ratansi, députée
Présidente de la Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth
(APC)

Dépenses de voyage

ASSOCIATION	Section canadienne de l'Association parlementaire du Commonwealth (APC)
ACTIVITÉ	Visite bilatérale aux îles Turques-et-Caïques et au Guyana
DESTINATION	Providenciales et Grand Turk, îles Turques-et-Caïques et Georgetown, Guyana
DATES	Du 7 au 14 février 2016
DÉLÉGATION	
SÉNAT	L'hon. Elizabeth Hubley, sénatrice
CHAMBRE DES COMMUNES	Mme Alexandra Mendes, députée, et M. Todd Doherty, député
PERSONNEL	Elizabeth Kingston, secrétaire d'association
TRANSPORT	22 527, 03 \$
HÉBERGEMENT	9 536, 47 \$
HOSPITALITÉ	0, 00 \$
INDEMNITÉS JOURNALIÈRES	2 922, 84 \$
CADEAUX OFFICIELS	1 107, 67 \$
DIVERS / FRAIS D'INSCRIPTION	1 687, 91 \$
TOTAL	37 781, 92